

L'intégration euro-méditerranéenne pour un nouveau modèle de développement

Marc Guillaume

La Méditerranée est aujourd’hui à la croisée des chemins. La population du Nord est deux fois plus nombreuse que celle du Sud et 25 fois plus riche. Les projections démographiques indiquent que les deux populations seront égales à la fin du siècle et que la population active du Sud dépassera celle du Nord dès 2040. Même si le niveau de vie et l’indicateur de développement humain publié par le PNUD ont régulièrement progressé depuis vingt ans au Sud, l’augmentation des disparités de croissance sur les deux rives de la Méditerranée atteint des niveaux particulièrement inquiétants. Les taux de chômage sont restés très élevés dans les pays du Sud et la répartition des richesses très inégalitaire.

L’ouverture de l’Union européenne vers les pays de l’est, la montée en puissance de certains pays émergents et en particulier de la Chine détournent notre attention des dif-

ficultés dans lesquelles se débattent les pays au sud de l'Europe. Soit ces pays s'intègrent davantage, faisant de ce bassin économique de 700 millions d'habitants un des pôles de la croissance mondiale tout en infléchissant cette croissance vers un développement qualitatif plus fidèle à ses valeurs culturelles traditionnelles. Soit cette intégration ne se réalise pas, privant les pays de la rive sud d'une articulation à la mondialisation avec tous les risques associés de dislocation politique et sociale, de paupérisation et de flux migratoires sauvages, sans même évoquer les risques terroristes. Privant aussi la "vieille Europe" d'un relais de croissance qui lui fait cruellement défaut. L'accélération du processus d'intégration euro-méditerranéenne, sous la forme d'une "association renforcée", n'est donc pas seulement un impératif historique, politique et culturel, mais aussi le moyen le plus sûr de relancer une dynamique européenne.

1. Les enjeux d'une association renforcée

L'association renforcée, c'est à la fois l'élargissement du champ des coopérations, leur approfondissement grâce à des financements adaptés, leur soutien par des innovations institutionnelles. Dans cette perspective, des questions importantes liées à l'agriculture et aux services, aux flux migratoires, à la coopération monétaire doivent être intégrées dans la réflexion. Des incitations nouvelles sont nécessaires pour accroître les flux d'investissements directs vers les pays du Sud de la Méditerranée avec l'objectif de les quintupler et de proposer un véritable Plan Marshall pour le Sud.

Sur le plan institutionnel, on peut envisager la création d'un Conseil EcoFin euro-méditerranéen et le renforcement

des procédures existantes de financement, tout en examinant l'opportunité de créer une Banque euro-méditerranéenne. Quelle que soit la voie institutionnelle choisie, il est indispensable d'introduire plus d'ambition et de cohérence dans les transferts en faveur du Sud.

L'ouverture de l'Europe vers le Sud de la Méditerranée s'inscrit dans une logique de mondialisation qui favorise la formation d'espaces régionaux intégrant des économies inégalement développées pour le plus grand bien de tous. Les perspectives d'investissements dans les pays du Sud de la Méditerranée constituent une "nouvelle frontière" pour les entreprises européennes, avec des avantages comme la croissance de la demande, que ne leur offrent pas les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). Les PECO sont des cibles intéressantes pour certains types d'investissements tandis que les pays du Sud de la Méditerranée peuvent attirer les mêmes, et d'autres types d'investissements. Les entreprises européennes doivent mettre à profit la volonté d'intégration exprimée par les pays du Sud. Elles ont la possibilité de le faire, rapidement, avant que des entreprises non européennes ne s'en préoccupent.

L'association renforcée dans une zone économique porteuse se présente comme une stratégie mutuellement positive. La théorie économique nous apprend qu'il est profitable pour deux régions de s'ouvrir aux échanges et d'exploiter les avantages comparatifs. En partant des exemples d'intégration Japon/Chine, États-Unis/Amérique latine et Mexique, Allemagne/PECO, un groupe d'économistes¹ a mesuré les effets d'une association renforcée: en cinq ans, le supplément de croissance annuelle pourrait atteindre 0,3%

pour la partie de l'Europe des cinq et près de 1,5% pour les cinq pays du Sud.

2. Les axes d'une association renforcée

Les pays du Sud font des efforts avec l'Europe, mais certains déséquilibres commerciaux subsistent, alors que les écarts de démographie s'amplifient. Si l'on ne fait rien, si on laisse faire les forces du marché, des déséquilibres majeurs se creuseront.

Entre ces deux régions, il existe un retard d'investissement et un retard d'attractivité qu'il est possible de rattraper.

Le "signal" d'une association renforcée est de nature à encourager les flux d'investissements. Le financement de programmes permettant de renforcer l'attractivité des pays d'accueil et d'accompagner les décisions d'investissements doit être mis en place dans le cadre de partenariats public-privé.

Les axes à privilégier se regroupent en cinq chapitres:

Le cadre et les moyens

Le processus de Barcelone, lancé en 1995, a joué un rôle non négligeable dans la constitution d'une réalité euro-méditerranéenne. Mais il n'a pas tenu toutes ses promesses et il est temps de le refonder pour donner corps aux propositions de Romano Prodi, Président de la Commission européenne: "moins que l'adhésion, plus que l'association" pour les pays du Sud.

Cette refondation repose sur trois principes:

- accroître sensiblement les ressources affectées au partenariat et en faire un levier de l'intégration économique du Sud.
- institutionnaliser ce partenariat en créant de nouvelles entités et en y associant les membres de l'Union européenne.
- rééquilibrer les poids respectifs de l'économique et du politique.

La dynamique des investissements

Une augmentation des investissements est de nature à intensifier les flux d'échanges. Ce rééquilibrage ne concerne pas seulement les activités industrielles, financières et de services; il porte aussi sur les flux de capital humain en tenant compte d'une Europe qui s'appauvrit en vieillissant et qui a besoin de définir une politique d'immigration raisonnée et raisonnable.

Quatre chantiers sectoriels

- L'agriculture: des antagonismes existent entre les deux rives de la Méditerranée, mais un débat et une concertation sont indispensables au moment où la PAC se réforme. Dans le cadre d'un Forum agricole, l'agriculture méditerranéenne doit être repensée et graduellement réformée en liaison avec une politique de gestion et de développement des ressources en eau.

- Les complémentarités énergétiques sont évidentes et il convient d'inscrire le développement des infrastructures de transport dans les priorités européennes. Le Sud peut encore s'ouvrir aux investissements du Nord, non seulement

pour les hydrocarbures et l'électricité mais aussi pour les énergies renouvelables dans le souci de construire ensemble un développement énergétique durable.

- Les technologies de l'information constituent un gisement d'opportunités pour les capitaux du Nord et du Sud. Il est possible d'accélérer l'exploitation de ce gisement en canalisant l'épargne disponible.
- Le textile habillement va être confronté à la concurrence de la Chine, mais des reconfigurations du partenariat Nord-Sud sont possibles: privilégier les objectifs de qualité, de création de valeur et de créativité, substituer la co-traitance à la sous-traitance, mettre en place une organisation euro-méditerranéenne de la profession.

Un plan prioritaire pour le savoir

Le savoir est décisif et l'accent doit être mis sur le concret, l'adaptation aux réalités et aux besoins locaux, le pérenne et le coopératif. Il faut retenir une perspective de délocalisation-relocalisation partenariale où le savoir joue un rôle clef. Dans le domaine universitaire, un co-investissement qui prépare l'avenir doit être pensé dans le cadre d'un espace européen de l'enseignement supérieur euro-méditerranéen: mise en réseau des universités — mobilité des enseignants et des étudiants — enseignements à distance — bibliothèque virtuelle.

Relancer la dynamique financière

Les flux d'investissement vers les pays du Sud de la Méditerranée sont insuffisants mais, en outre, c'est le sec-

teur privé, et notamment les PME, qui sont délaissés. Des propositions peuvent être faites pour améliorer la situation: développer les marchés financiers du Sud de la Méditerranée, outils indispensables de mobilisation des capitaux — créer et développer une industrie du capital-risque — améliorer les systèmes de garanties et de couverture des risques, mobiliser davantage sur la Méditerranée les capitaux issus des pays arabes du Moyen-Orient et aussi l'épargne des résidents maghrébins en Europe.

3. Propositions

Pour donner un contenu concret à l'idée d'association renforcée entre pays du Nord et du Sud de la Méditerranée, il faut en préciser le cadre et les moyens selon les trois principes évoqués plus haut: l'accroissement des ressources, l'institutionnalisation de l'association, le rééquilibrage politique.

L'accroissement des ressources

Cet accroissement revient à mettre en place une sorte de “plan Marshall” en faveur des pays du Sud, pour rassembler les concours, leur donner plus de cohérence et les accroître. Le juste traitement du Sud de la Méditerranée en plein processus d’élargissement vers l’Est de l’Europe implique de multiplier au moins par cinq le total des transferts (publics ou privés) en faveur du Sud à l’horizon 2010. Cela suppose plus de transferts publics, mais également des politiques incitatives (fiscales, financières, etc.) pour favoriser l’investissement direct des entreprises du Nord de la Méditerranée

vers le Sud, de préférence à des investissements excessivement polarisés sur la Chine ou d'autres pays d'Asie.

Comment financer ce nouveau "plan Marshall" au moment où nombre de pays européens sont confrontés à de fortes contraintes budgétaires?

D'après les simulations économétriques, le surcroît de croissance de part et d'autre de la Méditerranée résultant d'une intégration économique accrue fournit déjà une part significative du côté de l'autofinancement de cette politique. Quant au solde, il devra découler d'arbitrages à étaler sur plusieurs années. En outre, les pays bénéficiaires de l'association renforcée pourront emprunter dans de meilleures conditions auprès des banques ou sur les marchés internationaux de capitaux. Dans le bouclage financier du dispositif, il faut en effet tenir compte des économies engendrées par la réduction des primes de risque.

Il ne suffit certes pas d'augmenter les ressources affectées au partenariat euro-méditerranéen: quel que soit l'effort financier consenti par les autorités publiques européennes, il ne peut créer à lui seul une croissance durable. Mais un engagement public fort (la perspective d'adhésion à l'Union européenne a ainsi provoqué une forte augmentation des investissements vers les PECO) peut suffire à modifier les anticipations des investisseurs en réduisant les risques.

Au-delà des ressources financières qu'ils apportent, ces investissements directs donnent accès aux technologies et au savoir-faire managérial. Ils peuvent jouer un rôle important en matière de services de toute nature (services financiers, tourisme, distribution, etc.) — alors que les services sont l'un des points faibles des accords d'association prévus

dans le processus de Barcelone. C'est donc un objectif important du partenariat euro-méditerranéen que de chercher à encourager les investissements et de faire en sorte que les entreprises européennes considèrent la "rive Sud" de la Méditerranée comme une extension de l'espace de production de l'Union.

Ce facteur est déterminant dans le cas des économies en voie d'émergence dont l'attractivité reste faible. En effet, les contraintes de la concurrence oligopolistique sur le marché mondial font prendre aux multinationales des décisions qui ne reposent pas seulement sur les conditions locales d'attractivité. La logique d'investissement de ces firmes est de chercher à protéger ou à conquérir une part d'un marché national jugé potentiellement intéressant dans un horizon temporel plus ou moins long. Il s'agit d'une opportunité remarquable pour les pays qui cherchent à attirer les investissements étrangers et dont les avantages de localisation ne sont pas — aujourd'hui — très compétitifs. Certains pays ont déjà profité de cet effet de la concurrence entre les firmes: la Chine est l'exemple par excellence, le Brésil aussi dans une plus faible mesure et les PEKO. Demain, certains pays du Sud de la Méditerranée pourraient entrer dans ce jeu. Surtout dans l'hypothèse où ils auraient la bonne idée de renoncer à se faire concurrence les uns les autres pour constituer entre eux une zone de libre-échange. Elle permettrait de faire sauter le verrou de la petite taille des marchés et augmenterait considérablement l'attractivité de la région. Ces dernières remarques montrent qu'il faut aller au delà de l'analyse de la stratégie des firmes pour encourager les investissements directs vers le Sud de la Méditerranée.

Les bases institutionnelles

Élargir et approfondir l’association afin de donner un vrai contenu au statut d’association renforcée nécessite des institutions adaptées. Certes, il faut éviter l’inflation “institutionnelle”, ici comme ailleurs, surtout si elle masque une fuite en avant sans progrès réel. Pour se limiter à l’essentiel on peut proposer deux innovations institutionnelles:

- Mettre en place un Conseil EcoFin euro-méditerranéen associant également les gouverneurs des banques centrales, compétent pour renforcer le partenariat dans les domaines économiques, sociaux, financiers...
- Concrétiser le changement d’échelle dans les transferts vers le Sud. Cela passe soit par la création d’une Banque euro-méditerranéenne, travaillant en liaison étroite avec la Banque mondiale, la BEI, etc. et les Agences nationales d’aide au développement, soit par le renforcement des procédures existantes avec l’idée de promouvoir de nouveaux projets à financer. À ce stade de la réflexion et du débat, on peut laisser l’option ouverte, tout en sachant que l’objectif de développement suppose de promouvoir en même temps les financements et les projets. Quelle que soit la voie institutionnelle choisie, il est indispensable d’introduire plus d’ambition et de cohérence dans les transferts en faveur du Sud.

La mondialisation s’accompagne, depuis le milieu des années 80, d’une vague d’intégration régionale. Celle-ci a poussé à l’approfondissement et à l’élargissement de l’Union européenne, à la création de l’ALENA, du Mercosur, de la Scdac, de la Cepac, de la CDEA, de la mul-

tiplication des accords bilatéraux de libre-échange, entre autres entre l'Union européenne et un certain nombre de pays au Sud de la Méditerranée ou, plus nombreux, entre les Etats-Unis et des pays en développement, dont le Maroc, récemment.

La plupart des pays en développement aujourd'hui, ne visent pas la "déconnection" vis-à-vis des économies "impérialistes" comme c'était le cas durant les années soixante et soixante-dix. La leçon de Cancun, c'est la volonté d'économies moins développées et émergentes de jouer le jeu de la mondialisation et de ne pas se trouver marginalisées. Pour l'Union européenne, refuser de s'ouvrir au Sud de la Méditerranée c'est risquer de rejeter cette partie du monde dans l'exclusion, une opportunité que ne laisseront pas passer les Etats-Unis, dans le prolongement de leur politique d'extension d'une zone de libre-échange avec les pays moins développés et de lutte contre le terrorisme.

Le rééquilibrage politique

On sait que l'un des trois objectifs de la conférence de Barcelone qui a lancé le projet EuroMed était d'établir la paix et la sécurité dans le respect des droits de l'homme. La nouvelle initiative régionale américaine "démocratiser le Grand Moyen-Orient, du Maroc au Pakistan", si elle ne sert pas seulement à donner le change dans une période électorale délicate², renforce l'intérêt d'une initiative européenne qui serait précisément un approfondissement du processus de Barcelone lancé en 1995 entre l'Union et les pays du Sud et de l'Est méditerranéens.

L'idée d'un Grand Moyen-Orient débarrassé de la corruption, où se développeraient la liberté, la connaissance et l'émancipation des femmes, n'est pas discutable dans son principe. Elle est, au-delà de la politique sécuritaire dont on perçoit aujourd'hui les limites, la dimension essentielle de la lutte contre le terrorisme.

Dans l'esprit de Barcelone, c'est la paix et la sécurité qui doivent créer les conditions de la croissance et du développement. Il est clair que la sécurité est l'un des premiers facteurs de l'attractivité économique d'une région. Et beaucoup de travaux ont mis en évidence le rôle des libertés démocratiques dans la croissance économique. Il faut ajouter que cette dernière, en retour, est un moyen de favoriser la sécurité et l'intégration.

Mais l'intégration au marché mondial, la recherche d'une "démocratie de marché" ne peut pas être l'unique clé de voûte du co-développement autour de la Méditerranée. La mondialisation ne peut être favorable aux entreprises qui la vivent passivement. L'absence de vision et de volonté conduit à une résistance stérile, voire à la régression économique et sociale. La mondialisation force ainsi chaque nation ou chaque région à affirmer plus encore son identité au travers d'un projet sociétal partagé et mobilisateur. L'Europe et la Méditerranée auront-elles la volonté de défendre un projet spécifique? Sont-elles capables de montrer que la cohésion sociale et politique peut être facteur de dynamisme économique? Ces questions débouchent sur la spécificité culturelle de l'Euro-Méditerranée.

4. La culture, une composante essentielle d'une association renforcée

Car le social ne se réduit pas aux fonctions traditionnelles de redistribution et la vie en société ne se limite pas au monde de la production et aux transferts sociaux. La conflictualité, en particulier, s'est étendue au delà des espaces du travail. "Faire société", pour reprendre le titre d'un livre récent de Jacques Donzelot, c'est aussi assurer de bons rapports sociaux à l'école, dans les quartiers, dans les espaces collectifs. La croissance de l'insécurité ne relève pas seulement d'un traitement policier et judiciaire, c'est un immense chantier sociétal auquel travaillent entreprises de service public et opérateurs de transports, mais aussi toutes les entreprises qui gèrent des espaces d'échanges et de loisirs. A cet égard, il faut se garder de la tentation de copier les États-Unis, même si certaines de leurs politiques urbaines ont montré une réelle efficacité car, dans ce domaine, rien n'est transposable. L'Europe est riche de sa diversité et chaque pays doit développer des réponses adaptées à sa culture, ce qui n'interdit pas les transpositions intelligentes. Elle est riche aussi de son histoire, y compris de ses moments les plus douloureux (la colonisation et la décolonisation par exemple), qui lui donne une longue expérience des rapports à l'altérité. C'est pourquoi elle peut devenir, lentement, conflictuellement, un vrai *melting pot* ouvert au reste du monde. C'est la vieillesse de la vieille Europe qui fait sa force pour traiter les redoutables problèmes que posent des sociétés devenues hyper-individualistes qui ont changé beaucoup plus vite que les institutions. Mais ces institutions, justement parce qu'elles ont survécu à bien des

conflits historiques et ont su s'y adapter et s'en fortifier, peuvent affronter la modernité, la diversité inter-européenne et résister aux aspects les plus négatifs de la mondialisation. L'enjeu est d'inventer de nouvelles formes de lien social et de consolider encore la solidarité, une solidarité profonde et paradoxale car tissée de conflits surmontés. Et l'impératif de solidarité, comme l'ont bien montré Anton Brender et Jean-Paul Fitoussi est le meilleur facteur d'attractivité des territoires et d'efficacité: les sociétés les plus solidaires ne sont pas les moins performantes.

Si le social est en retard dans la construction de l'Europe, la situation est plus complexe encore pour la culture, alors même que c'est la composante la plus essentielle pour "faire société". Alors même que la culture, avec le savoir scientifique et technique, est au cœur de l'économie de la connaissance que nous devons construire. Pourtant, le rôle de la culture dans la construction de l'Europe est une vieille question dont on dit, mais la citation est sans doute apocryphe, que Jean Monnet voulait en faire le premier catalyseur de l'Europe. *L'impératif culturel* qui tentait de donner une base théorique à la formule de Jack Lang, "Économie et culture, même combat".

C'est aujourd'hui encore plus vrai qu'hier. Mais si on dresse un bilan au niveau mondial des industries culturelles, la situation paraît autrement inquiétante. Dans ce secteur stratégique pour l'avenir, les États-Unis sont une étrange économie-monde. Les chiffres qui mesurent l'impérialisme américain dans ce domaine sont trop connus pour être détaillés ici, que ce soit en matière de flux d'informations

(65% des informations mondiales partent des États-Unis) ou en ce qui concerne le cinéma, les DVD ou l'audiovisuel.

Il y a cependant quelques chiffres qui méritent d'être cités: 2% de la consommation audiovisuelle américaine seulement est importée³. Alors que les Américains savent très bien importer des cerveaux (et l'Europe devrait s'efforcer de faire aussi bien qu'eux dans ce domaine essentiel), ils se replient sur leur culture et même sur leur sous-culture commerciale (et leurs meilleurs écrivains ou cinéastes sont parfois plus connus en Europe que chez eux). Ils sont donc ouverts au savoir scientifique et technique produit dans le monde mais réfractaires aux autres cultures et donc de moins en moins capables de les comprendre, de les accepter ou de les accueillir. L'ignorance dans laquelle se maintient la société américaine, y compris certains de ses dirigeants, à l'égard de ce qui se pense et se fait dans le reste du monde pourrait avoir des effets négatifs à long terme. Je ne pense pas que ce modèle de domination autarcique et introvertie puisse s'inscrire durablement, de façon viable, dans le mouvement actuel de la mondialisation.

L'Europe culturelle doit consolider un modèle entièrement différent et se construire au contraire par la défense de nos diversités culturelles (y compris linguistiques) et l'ouverture aux autres cultures et en particulier aux immenses richesses civilisationnelles des pays moins développés économiquement. Défendre nos diversités européennes peut passer par un protectionnisme sélectif (sans complaisance pour certains corporatismes) et aussi par des investissements européens qui ne devraient pas être réservés aux in-

frastructures lourdes selon un réflexe quelque peu répétitif et même un peu dépassé. Nous devons accorder aux industries culturelles la même priorité qu'aux efforts de recherche et de développement.

Le rôle des entreprises dans l'avenir social de l'Europe

Je voudrais souligner enfin le rôle premier que les entreprises peuvent et doivent jouer dans l'avenir social et sociétal de l'Europe. On a trop tendance à imaginer que ces questions relèvent exclusivement des politiques et des administrations publiques. Or, les entreprises vont être amenées de plus en plus à "produire du social", à produire des effets sociétaux comme produits liés à leurs productions matérielles ou immatérielles. Les signes avant-coureur de cette évolution sont divers (et certains mériteraient d'être discutés): commerce équitable, fonds éthiques, obligation de publier un rapport social, agences de notation sociale européennes. Plus clairement encore, les entreprises sont confrontées à des contraintes d'environnement et à des demandes nouvelles de sécurité, de formation, de qualité de la vie. Elles y répondent — parfois avec retard, car il faut des temps d'adaptation — d'autant plus que ces contraintes et ces demandes nouvelles sont des opportunités de marché et de rentabilité. Que produisent les constructeurs européens d'automobiles par exemple (mieux que leurs concurrents américains)? Des voitures bien sûr. Mais aussi du style, des économies d'énergie, de matériaux avec des composants recyclables, plus de sécurité, plus de silence, moins de pollu-

tion. Que produisent les commerces dans les villes sinon aussi de l'architecture (trop laide encore), de la convivialité, de la sécurité.

Ce que préparent les entreprises ce ne sont pas de nouvelles “trente glorieuses”. L’histoire ne se répète pas. Elles préparent un virage qui nous fait passer progressivement de *la croissance quantitative* (plus de consommations matérielles, plus grand et plus vite) vers *le développement qualitatif*: plus de savoir, plus de loisirs, plus de santé, plus de respect de notre environnement, plus de solidarité, plus de sécurité, plus de beauté... Les entreprises ont beaucoup de “marchés”, directs ou associés à leurs activités principales, à investir. Et l’Union européenne, la “vieille Europe”, forte de toute sa diversité et de ses héritages, peut et doit les aider à prendre ce virage historique — qui par ailleurs s’impose à l’évidence à la planète — pour prendre la tête de ce nouveau développement.

Notes

1. Le Cercle des économistes, présidés par Jean-Hervé Lorenzi, auquel s’étaient joints Jean-Paul Fitoussi, président de l’OFCE et Érik Orsenna, de l’Académie française. Leurs travaux ont été présentés lors du Sommet “5+5” de Tunis en décembre 2003 qui a concrétisé une idée initiée par François Mitterrand et Hubert Védrine. Les pays concernés (pour lesquels ont été établies les évolutions économétriques citées) sont la France, l’Italie, l’Espagne, le Portugal et Malte pour l’Europe, l’Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye pour le sud méditerranéen.
2. Cette initiative américaine va nourrir une série de rencontres diplomatiques, en particulier l’accueil du président égyptien Moubarak par George W. Bush au mois d’avril 2004.

3. Il en est de même dans le domaine de l'édition: alors que la moitié des traductions mondiales se fait à partir de l'anglais, les américains ne consacrent que 3% de leur production aux livres étrangers (qui sont le plus souvent publiés par des presses universitaires). Le français est cependant la première langue traduite devant l'allemand et l'espagnol.